Nairobi, 29 novembre–3 décembre 2004
Point 14 de l'ordre du jour provisoire révisé

**PROJET D'EXAMEN DU FONCTIONNEMENT ET DE L'ÉTAT
DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI,
DU STOCKAGE, DE LA PRODUCTION ET DU TRANSFERT DES
MINES ANTIPERSONNEL ET SUR LEUR DESTRUCTION: 1999-2004**

TEXTE RÉVISÉ

Document établi par le Président désigné

Amendement

Modifier les paragraphes ci-après comme suit :

21. La destruction de mines antipersonnel conformément à l'article 4 est une obligation qui a été, aurait été ou est pertinente pour [78] États parties. En application de l'article 7, [soixante-huit (68)] États parties ont signalé qu'ils détenaient des stocks de mines antipersonnel lorsque la Convention est entrée en vigueur à leur égard: Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Bangladesh, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Gabon, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lituanie, Malaisie, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Moldova, République démocratique du Congo, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yémen et Zimbabwe. [Neuf (9)] États parties ont indiqué qu'ils avaient détruit leurs stocks de mines avant l'entrée

en vigueur de la Convention: Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Luxembourg, Mali, Namibie et Norvège. [Un (1)] État partie qui n'a pas encore présenté de rapport initial au titre de l'article 7 dispose ou peut disposer de stocks de mines, sur la foi de déclarations faites ailleurs: Guyana.

22. [Soixante-huit (68)] États parties ont indiqué, conformément à l'article 7, qu'ils ne disposaient pas de stocks de mines lorsque la Convention est entrée en vigueur à leur égard¹: Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Dominique, Érythrée, Fidji, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Îles Salomon, Irlande, Islande, Jamaïque, Kiribati, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Monaco, Namibie, Nauru, Nigéria, Nioué, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Philippines, Qatar, République centrafricaine, République dominicaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Seychelles, Suriname, Swaziland, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago et Zambie. [Six (6)] États parties qui n'ont pas encore présenté de rapport initial au titre de l'article 7 sont supposés ne pas avoir de stocks de mines antipersonnel, sur la foi de déclarations faites ailleurs: Cap-Vert, Estonie, Guinée équatoriale, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sainte-Lucie et Sao Tomé-et-Principe.

26. Le nombre de parties pour lesquelles l'obligation de détruire les stocks de mines antipersonnel demeure pertinente s'est considérablement réduit puisque [16] États sont concernés: [Afghanistan, Algérie, Angola, Bangladesh, Bélarus, Burundi, Chypre, Grèce, Guinée-Bissau, Guyana, Mauritanie, République démocratique du Congo, Serbie-et-Monténégro, Soudan, Turquie et Uruguay]. D'ici au [1^{er} avril 2008] le dernier de ces États parties devra avoir achevé son programme de destruction. On estime que, pris conjointement, ces États parties disposent de plus de [10,2 millions] de mines antipersonnel. S'il est vrai que le nombre d'États parties pour lesquels la destruction des stocks constitue un objectif pertinent est désormais minime, le fait que quelques États parties possèdent une grande quantité de mines reste un problème. Celui-ci serait encore plus important si de nouveaux États disposant de stocks

¹ Y compris les neuf États parties mentionnés ci-dessus qui ont fait savoir qu'ils avaient détruit leurs stocks de mines antipersonnel avant l'entrée en vigueur de la Convention.

adhèrent à la Convention après la première Conférence d'examen. La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres a par exemple estimé à plus de 180 millions le stock total de mines antipersonnel que pouvaient posséder six États non parties (Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, République de Corée et Pakistan).

Paragraphe 30, première ligne, substituer au texte actuel:

30. Un petit nombre des [16] États parties qui n'ont pas encore achevé la mise en œuvre.

33. Dans les rapports présentés conformément à l'article 7, les [49] États parties ci-après ont signalé que, dans des zones sous leur juridiction ou leur contrôle, la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée, et qu'ils doivent donc s'acquitter des obligations mentionnées à l'article 5 et établir les rapports pertinents: [Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Érythrée, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Jordanie, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Pérou, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Serbie-et-Monténégro, Soudan, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yémen, Zambie et Zimbabwe]. Parmi ceux-ci, [trois États parties – le Costa Rica, Djibouti et le Honduras – ont indiqué qu'ils avaient achevé la mise en œuvre des dispositions de l'article 5].

Supprimer le paragraphe 34 et renuméroter les paragraphes suivants en conséquence.

51. Comme on l'a vu, les États parties sont tenus de rendre compte des «mesures prises pour alerter dans les plus brefs délais et de manière effective la population au sujet de toutes les zones identifiées conformément au paragraphe 2 de l'article 5». Dans les rapports qu'ils ont soumis en vertu des dispositions de l'article 7, les [34] États parties ci-après ont fourni des informations sur les mesures adoptées à cet égard: [Afghanistan, Albanie, Angola, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Équateur, Érythrée, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Jordanie, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Soudan, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Yémen et Zimbabwe].

106. Conformément au paragraphe 1 de l'article 7, chaque État partie doit présenter un rapport initial au dépositaire aussitôt que possible et, en tout état de cause, au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention pour cet État. Au total, 141 des [143] États ayant ratifié la Convention ou y ayant adhéré ont été priés de soumettre un tel rapport initial. Tous l'ont fait sauf les [5] États parties suivants: [Cap-Vert, Guinée équatoriale, Guyana, Sainte-Lucie et Sao Tomé-et-Principe (voir l'annexe VII)].

107. Conformément au paragraphe 2 de l'article 7, chaque État partie doit mettre à jour annuellement, en couvrant la dernière année civile, les renseignements fournis conformément audit article et les communiquer au dépositaire au plus tard le 30 avril de chaque année. Tous les États parties qui étaient tenus de soumettre un tel rapport en 2004 l'ont fait hormis les [25] États parties suivants: [Andorre, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Bolivie, Botswana, Cameroun, Érythrée, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Lesotho, Madagascar, Maldives, Nioué, Panama, Paraguay, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, Seychelles, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Venezuela et Zimbabwe (voir l'annexe VII)].

112. Les [66] États parties suivants ont fourni les caractéristiques techniques des mines antipersonnel produites ou actuellement détenues, pour en faciliter l'identification et l'enlèvement: [Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Érythrée, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pérou, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay, Yémen, Zambie et Zimbabwe].

113. À la deuxième Assemblée des États parties, en 2000, les États parties ont examiné les moyens et modalités techniques de diffusion des rapports, en adoptant la *Formule J* qui donne aux États parties la possibilité de présenter à leur gré des rapports sur d'autres questions pertinentes, notamment des questions concernant le respect et l'application de la Convention autres que celles devant être couvertes dans les rapports prévus à l'article 7. Les États parties

ont en outre été encouragés à utiliser cette formule pour rendre compte des activités réalisées en application de l'article 6, concernant en particulier l'aide fournie pour les soins aux victimes des mines, leur réadaptation et leur réinsertion sociale et économique. Depuis l'adoption de la *Formule J*, les [62] États parties suivants ont utilisé cette possibilité de soumettre à leur gré des rapports: [Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Angola, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, France, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Malawi, Malte, Maurice, Mexique, Monaco, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Soudan, Suède, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Yémen et Zimbabwe].

118. À l'issue de la première Conférence chargée de l'examen de la Convention, il faudra veiller à ce que les [5] États parties n'ayant pas encore soumis de rapport initial au titre des mesures de transparence en application du paragraphe 1 de l'article 7 le fassent dès que possible. Le taux global de soumission de rapports a certes dépassé [78] % pour l'année de la tenue de la Conférence d'examen, mais les États parties devront continuer après cela à s'acquitter de l'obligation qui leur incombe de présenter chaque année un rapport. Ce constat vaut plus particulièrement pour les États parties en train de détruire des stocks de mines conformément à l'article 4, pour les États parties ayant décidé de conserver des mines antipersonnel conformément à l'article 3 et pour les États parties qui adoptent des mesures conformément à l'article 9. Les rapports annuels que doivent présenter les États parties concernés par le problème des mines seront d'une importance grandissante pour confirmer que les obligations découlant de l'article 5 ont été respectées ou indiquer, aussitôt que possible, les obstacles à surmonter avant de pouvoir respecter ces obligations.

Annexe III

Supprimer: «États parties qui n'ont pas encore présenté de rapport au titre de l'article 7 mais qui ont des zones minées au sens de l'article 5

Burundi».

Sous «États parties qui, au titre de l'article 7, ont signalé la présence de zones minées au sens de l'article 5», insérer Burundi après Bosnie-Herzégovine.

Annexe IV

Afghanistan

[Sans objet en français.]

Algérie

Colonne A, substituer au texte actuel:

En Algérie, les zones minées par l'armée coloniale sont situées le long de la frontière orientale avec la Tunisie et le long de la frontière occidentale séparant le pays du Maroc. Ces zones s'étendent sur 5 676 ha et contiennent 3 064 180 mines antipersonnel. On soupçonne aussi des groupes terroristes d'avoir miné certaines zones au nord du pays.

Colombie

Colonne A, substituer au texte actuel:

Le SGIAM a enregistré en Colombie, entre 1990 et le 1^{er} octobre 2004, 3 697 zones où l'on soupçonne la présence de mines, dont 1 371 ont fait l'objet d'un géocodage. Certains des champs de mines repérés entourent des points d'eau, des écoles, des voies d'accès et des ouvrages publics. Des groupes armés opérant dans l'illégalité ont continué ces dernières années d'employer massivement et sans discrimination des mines antipersonnel (principalement des engins explosifs improvisés). À ce jour, 30 des 32 départements de la Colombie sont concernés, principalement les zones rurales.

Colonne B, substituer au texte actuel:

En février 2004, un processus a été engagé en concertation avec les différentes parties intervenant dans l'action antimine en vue d'élaborer une politique nationale dans ce domaine. Celle-ci prend en considération les enseignements à retenir et accorde une attention particulière aux caractéristiques régionales. Le plan national d'action antimine s'articule autour d'objectifs

précis ayant pour objet d'étoffer les quatre aspects de la lutte contre les effets des mines en Colombie, à savoir: 1) renforcement des moyens institutionnels à différents échelons; 2) assistance intégrale à la population; 3) respect des dispositions de la Convention; et 4) stratégie de communication. Ce plan a été approuvé par la Commission intersectorielle nationale le 10 août. Le volet «assistance intégrale à la population» prévoit l'élaboration, la conception et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de sensibilisation aux dangers des mines dans le cadre de laquelle des publications et autres documents de nature à contribuer à la prévention seront produits en collaboration avec le Ministère de l'éducation, de la culture et des communications. Les travaux de sensibilisation aux dangers des mines menés par l'Observatoire des mines antipersonnel ont bénéficié de l'appui technique et financier de l'UNICEF, du PNUD, du Centre international de déminage humanitaire de Genève et d'ONG nationales qui interviennent dans 10 départements du pays.

Colonne C, insérer:

En vue de satisfaire aux dispositions de l'article 5 de la Convention d'Ottawa, le Gouvernement colombien poursuit ses efforts dans les domaines suivants: 1) repérage des zones auparavant minées par les forces armées colombiennes pour protéger des postes de communications ou des bases militaires (ces champs de mines sont placés sous la juridiction du Gouvernement et, en application du Plan national, seront déminés conformément à la Convention); 2) formation au déminage des champs de mines et au déminage humanitaire, l'accent étant mis sur l'établissement de normes nationales pour l'enlèvement des mines antipersonnel; 3) adoption de normes de déminage adaptées au contexte de la Colombie; 4) constitution de sept groupes divisionnaires de l'École d'ingénieurs de l'armée nationale expressément chargés de gérer les situations d'urgence humanitaire liées à la présence de mines antipersonnel et de munitions non explosées et aux menaces qui en découlent pour la vie, l'intégrité physique et la liberté de circulation des communautés.

Tadjikistan

Colonne C, modifier comme suit:

Entre 1997 et 2004, le Tadjikistan a neutralisé et détruit plus de 3 250 mines et engins explosifs. Une évaluation générale de l'action antimine a été achevée dans la région centrale, et

les zones où la présence de mines est soupçonnée ont été réduites (29 km² et 124 km linéaires de route/rail). En septembre et octobre 2004, des travaux de repérage ont été réalisés le long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan (région de Sughd), dans deux zones de la région de Hatlon (au sud) et dans trois zones de la région autonome du Badakhshan (à l'est). Dans la région centrale, des travaux sont en cours en vue d'actualiser les levés et de nettoyer les champs de mines. En outre, trois zones ont été déminées et remises aux collectivités locales aux fins d'une utilisation ultérieure.

Annexe VI

Colombie

Substituer au texte actuel:

Problèmes rencontrés: Les violences qui touchent tant la population civile que les militaires contribuent de façon alarmante à accroître le nombre des victimes de mines (le SGIAM enregistre en moyenne deux nouvelles victimes par jour). Dans 40 % des cas, il s'agit de civils qui, pour la plupart, vivent en dessous du seuil de pauvreté dans les zones rurales. La législation colombienne prévoit des mesures et des programmes visant à venir en aide aux populations déplacées ou exposées aux risques du fait des violences politiques (y compris les victimes de mines antipersonnel et de munitions non explosées). Il apparaît clairement que ces mesures législatives doivent être coordonnées et revues pour garantir pleinement les droits des victimes colombiennes.

Plans, progrès et priorités: En février 2004, un processus a été engagé en concertation avec les différents acteurs intervenant dans le domaine de l'action antimine, en vue de définir une politique gouvernementale prenant en considération les enseignements à retenir ainsi que certaines caractéristiques régionales et nationales sous la forme d'un plan national d'action antimine. Celui-ci définit des priorités, des stratégies et des moyens d'intervention dans les quatre secteurs suivants: 1) renforcement institutionnel à différents échelons; 2) assistance intégrale à la population; 3) respect des dispositions de la Convention d'Ottawa; et 4) stratégie de communication.

Le Plan national d'action antimine a été approuvé le 10 août 2004 par la Commission intersectorielle nationale. Dans le secteur de l'assistance intégrale à la population, un programme a été établi afin de mieux venir en aide aux victimes, notamment en ce qui concerne les premiers secours, la réadaptation et la réinsertion sociale et économique. Il s'agit à cet égard d'élaborer des normes de prise en charge des victimes de mines, à adopter au niveau national. Des programmes pilotes ont été mis au point dans les départements d'Antioquia et de Cauca pour assurer un suivi intégral de la victime – de l'accident à la prise en charge – conformément aux procédures établies par le Gouvernement colombien.

Annexe VII

Sous la colonne 2004, remplacer N par O pour le Burundi, le Costa Rica, le Libéria et la République centrafricaine.

Annexe VIII

Tableau 1

Burundi, insérer une note de bas de page libellée comme suit: Dans le rapport qu'il a présenté en 2004, le Burundi a fait savoir qu'une décision était en passe d'être adoptée concernant les mines conservées.

Sous la colonne 2004, modifier ou compléter les données comme suit:

Bélarus: 7 530

Costa Rica: 0

Libéria: 0

République centrafricaine: 0

Tableau 2

Supprimer la ligne Bélarus.